

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION

LES FORCES SPÉCIALES :
CONCEPT ET HISTOIRE

ACTES DU COLLOQUE DES 11 ET 12 JUIN 2001

(auditorium du CNRS, Paris)

CAHIER N° E 1 (32)

2007

SOMMAIRE

PRÉSENTATION DES AUTEURS	5
FORCES SPÉCIALES : IMPORTANCE ET CONCEPT.....	9
LA CONTRE-GUÉRILLA DU COLONEL DU PIN AU MEXIQUE, Par Philippe Guyot.....	15
LES FORCES SPECIALES ISRAELIENNES : EVOLUTION DU CONCEPT ET DES MISSIONS, Par Pierre Razoux.....	27
LES FORCES SPÉCIALES ESPAGNOLES, Par Jean-Pierre Renaud.....	35
LES FORCES SPÉCIALES SUD-AFRICAINES (1969-1990), Par Antoine Rozès	45
LE COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES (COS), Par Jacques Lanxade.....	56
LES ACTIONS CIVILO-MILITAIRES CONDUITES PAR LE COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES EN EX-YOUGOSLAVIE, Par Xavier Guilhou.....	61
VIOLENCE GUERRIÈRE ET POUVOIR POLITIQUE LE CAS DES FORCES SPÉCIALES, Par Vincent Porteret.....	69
CONSIDÉRATIONS SUR L'ORIGINE DES « FORCES SPÉCIALES », Par Pierre Abramovici.....	85
TIPOLOGIE DES FORCES SPÉCIALES ALLIÉES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE, Par Paul Gaujac.....	95
GUERRE PSYCHOLOGIQUE ET OPÉRATIONS SPÉCIALES : INTÉGRATION OU NON INTÉGRATION ?, Par Marie-Catherine Et Paul Villatoux.....	107
DES MARINS DANS LES SERVICES SPÉCIAUX GENÈSE ET ACTIVITÉ DU GROUPEMENT SPÉCIAL PARACHUTISTE, 1944, Par François Dumasy	114
LA FORCE 136 ET L'INDOCHINE, Par Fabienne Mercier-Bernadet.....	127
LES FORCES SPÉCIALES SOVIÉTIQUES DURANT LA GUERRE FROIDE, Par Laurent Henninger	135

LES FORCES SPECIALES BRITANNIQUES, Par Anthony Clayton..... 145
LE 11^E CHOC PENDANT LA GUERRE D'ALGÉRIE, par Raymond Muelle ... 151
CRÉATION ET ÉVOLUTION DU 13^E RDP (1960-1990), Par Maurice Faivre .. 157
***DESERT ONE* : DIFFICULTÉS ET DÉFAILLANCES, Par Charles Cogan..... 171**

PRÉSENTATION DES AUTEURS

Pierre ABRAMOVICI, auteur d'articles et notamment de « Mémoire télévisuelle de la guerre d'Algérie, 1962-1992 », de Béatrice Fleury-Vilatte, avec la participation de Pierre Abramovici, éditions l'Harmattan, 2000 et de « Comment les firmes US ont travaillé pour le Reich » (*Historia*, n° 669, septembre 2002, p. 40-45).

Vincent PORTERET, auteur de « État-Nation et professionnalisation des armées, Les députés français face au déclin de l'armée de masse de 1962 à nos jours », Éditions l'Harmattan, 2005.

Anthony CLAYTON, après une carrière dans l'Infanterie et le renseignement militaire et les ministères de l'Agriculture et de l'Éducation, est professeur d'histoire à l'Académie militaire royale de Sandhurst. Auteur de « Path of glory : The French Army 1914-1918 », 2005 et de « The British Officer : Leading the Army from 1660 to the present », 2005.

Charles COGAN, après avoir été journaliste, puis officier de transmission pendant la guerre de Corée, a travaillé à la *Central Intelligence Agency* (CIA), où il a passé trente-sept ans, dont vingt-trois en poste à l'étranger. Il y fut notamment le chef de la division du Proche-Orient et l'Asie du Sud dans le directorat d'opérations de la CIA entre mi-1979 et mi-1984. Il est maintenant chercheur (*Senior Research Associate*) à l'université de Harvard, aux États-Unis. Auteur d'*Alliés éternels, amis ombrageux – Les États-Unis et la France depuis 1940* (Bruylant, 1999), *The Third Option : The Emancipation of European Defense 1989-2000* (éditions Praeger), de « L'Europe et la crise de Cuba », Armand Colin, 2003, de « Diplomatie à la française », Paris, édition Jacob-Duvernet, 2005, et d'articles notamment, dans la Revue Générale de Stratégie, Agir n° 25, « Prévention et renseignement », 2006.

- Pierre DABEZIES a appartenu, en Grande-Bretagne, pendant la Seconde Guerre mondiale, au 4^e bataillon SAS. Il a ensuite commandé en Indochine le Groupement des Commandos Mixtes Aéroportés (GCMA) sur la frontière de Chine, puis le 11^e choc à la fin de la guerre d'Algérie. Auteur de « La réforme de la politique française de défense », 1998, Economica. Il est professeur émérite à la Sorbonne jusqu'à son décès en 2002.

- François DUMASY, professeur agrégé et ancien élève de l'École normale de Fontenay-Saint-Cloud, a travaillé au Service historique de la Marine (SHM), doctorant en histoire, membre de l'école française de Rome. Auteur d'articles, notamment dans la Revue Internationale d'histoire de l'Afrique, n° 3 d'avril 2005, Éditions Verdier, « *L'impérialisme, un débat manqué de l'histoire contemporaine française ? Pour une relecture des travaux d'Yvon Thèbert dans la perspective de la colonisation* »

- Maurice FAIVRE, général (CR), saint-cyrien de formation, quitte l'armée en 1981 après avoir commandé notamment le 13^e régiment de dragons parachutistes (RDP).

Docteur en sciences politiques, il est l'auteur d'un ouvrage collectif sur Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie, éditions Complexe, 2001, et de « Conflit d'autorités durant la guerre d'Algérie », 2004, Éditions l'Harmattan, Il est l'auteur de « Renseignement dans la guerre d'Algérie », Lavauzelle, 2006.

- Paul GAUJAC, officier saint-cyrien, de la promotion « Amilakvari » (1954-1956). Après des affectations partagées entre l'ALAT et les parachutistes, le commandement du transport aérien militaire, la force océanique stratégique et l'état-major des Armées, il rejoint en 1988 le Service historique de l'armée de Terre, dont il assure la direction de 1990 à 1994. Parallèlement, il publie à titre privé de nombreux articles et ouvrages d'histoire militaire, dont dernièrement « Dragoon : The Other Invasion of France, Provence, August 15, 1944 », Histoire & Collections, 2006.

- Xavier GUILHOU, officier de réserve du COS, est auditeur de l'IHEDN, membre du comité de liaison Défense du MEDEF et président de AUDE (Actions d'Urgence et de Développement). Il est par ailleurs directeur d'*Eurogroup Institute (Eurogroup Consulting)*. Il est notamment l'auteur de « Quand la France réagira... », Éditions Eyrolles, 2007.

- Philippe GUYOT, capitaine d'infanterie de la Légion étrangère et saint-cyrien (promotion « Général Delestraint » 1988-1991), est officier rédacteur au Service historique de l'armée de Terre, depuis août 1999, et auteur d'études sur la Légion étrangère. Il a écrit notamment « Répertoire des corps de troupe de l'armée française pendant la Grande Guerre », Claude Bonnaud, 2004.

- Laurent HENNINGER est chargé de mission au Centre d'études d'histoire de la Défense et responsable de la commission « Nouvelle histoire-bataille ». Il a notamment participé au *Dictionnaire de stratégie* (sous la direction de Thierry de Montbrial et Jean Klein, PUF, 2000).

- Jacques LANXADE, amiral, a été chef de l'état-major particulier du président de la République (1989-1991) puis chef d'État-major des Armées de 1991 à 1995, avant d'être ambassadeur en Tunisie. Il est l'auteur de « Quand le monde a basculé », Nil Éditions, 2001.

- Raymond MUELLE, ancien du 1^{er} bataillon de choc pendant la Seconde Guerre mondiale, du 2^e BEP pendant la guerre d'Indochine, et du 11^e choc pendant la guerre d'Algérie, il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels : *Le 1^{er} bataillon de choc, Bêrets rouges en Indochine* (Presses de la Cité), ou encore *Commandos et forces spéciales en Indochine* (Lavauzelle).

- Fabienne MERCIER-BERNADET, chargée de mission au CEHD, est docteur en histoire contemporaine et a été auditrice de la 54^e session nationale de l'Institut des hautes études de la Défense nationale. Elle est l'auteur de « Renseignement & Guerre secrète », Lavauzelle, 2002.

- Pierre RAZOUX, docteur en histoire, familier des questions stratégiques, il est l'auteur de nombreux articles sur les conflits du Proche-Orient et sur les questions de renseignement. Il a travaillé au ministère britannique de la Défense. Actuellement en

poste à la Délégation aux affaires stratégiques, il a publié notamment, un ouvrage sur *La guerre israélo-arabe d'octobre 1973* (éditions Economica) et un livre sur *La guerre des Six Jours* (même éditeur). Son dernier ouvrage est intitulé « Tsahal : Nouvelle histoire de l'armée israélienne », Librairie Académique Perrin, 2006.

- Jean-Pierre RENAUD, président du Centre d'Histoire Militaire et d'Études de Défense Nationale (CHMEDN) est chercheur associé à l'UMR 5906 (CNRS) de l'université de Montpellier et auteur d'articles de presse militaire portant sur le Maroc et l'Espagne.

- Antoine ROZÈS, docteur en relations internationales et histoire contemporaine diplômé de l'université de Nantes, est spécialiste des questions de géostratégie et de stratégie militaire.

- Marie-Catherine VILLATOUX est chargée de recherches au Service historique de l'armée de l'Air et auteur d'une quarantaine d'articles et communications sur l'histoire de l'armée de l'Air et les rapports entre politiques et militaires depuis la Grande Guerre. Elle a écrit notamment, dans la Revue Renseignement et opérations spéciales n° 4, mars 2000, « *Traitement psychologique et endoctrinement de l'Indochine à l'Algérie : le cas des camps de rééducation* », puis en 2001 dans la même revue, « *L'organisation de la guerre psychologique en France : les origines (1914-1944)* »

- Paul VILLATOUX est doctorant en histoire et auteur depuis 1996 d'une étude sur l'histoire de la guerre psychologique pour le compte de la Délégation Générale pour l'Armement (DGA). Il a publié une vingtaine d'articles et de communications sur le même sujet et collabore régulièrement à diverses revues spécialisées. Il a écrit « *La République et son armée face au péril subversif : Guerre et action psychologique en France (1945-1960)* », Les Indes Savantes, 2004.

LES ACTIONS CIVILO-MILITAIRES CONDUITES PAR LE COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES EN EX-YOUGOSLAVIE

PAR XAVIER GUILHOU

(Les opinions émises dans cet article sont propres à leur auteur et n'engagent en aucun cas le commandement des opérations spéciales.)

Le concept des actions civilo-militaires (ACM) a été lancé en 1994 sous l'impulsion de l'amiral Lanxade, alors chef d'état-major des Armées. Cette décision faisait suite aux enseignements qui avaient été tirés de la guerre du Golfe et de l'émergence des conflits dits de « basse intensité ». Elle a contribué à faire émerger la nécessité, pour la France, de se doter, dans le cadre de la doctrine de la dissuasion, d'une nouvelle approche de « gestion de sortie de crise » à l'instar de ce qui est pratiqué par nos alliés, notamment les « *Civil Affairs* » britanniques et les « *Cimic* » américains.

En effet, au-delà des conflits classiques, nos alliés se sont trouvés confrontés, comme nous, aux mêmes risques d'enlèvement dans les opérations de maintien de la paix ou d'interposition qui affectent la vie internationale depuis deux décennies. De ce fait, une meilleure « gestion des sorties de crise » est devenue un impératif stratégique pour eux. Sur le plan culturel, ils intègrent depuis longtemps et très en amont des actions diplomatico-militaires qui peuvent être engagées sur un théâtre d'opérations, les stratégies d'accompagnement civiles et économiques ainsi que les dynamiques de reconstruction qui permettent de réduire l'intensité de la crise et de favoriser rapidement un retour à une vie normale. Ils le font en associant le monde civil et économique, au plus haut niveau comme sur le terrain, avec des unités spécialisées et composées essentiellement de réservistes. Dans ce contexte, il fut demandé à l'état-major des Armées de tester et de monter en puissance ce nouveau concept des ACM en le basant sur une relation civilo-militaire renforcée et revalorisée. Elle supposait entre autres une nouvelle utilisation des réserves en opération extérieure. Cette orientation devait permettre d'inaugurer une nouvelle forme de liens « Armées-Nations » basée sur le volontariat et sur une meilleure utilisation des compétences issues du monde civil. Elle permit aussi de contribuer à redéfinir la nouvelle politique des réserves qu'il convient de faire émerger avec la fin du Service national et la professionnalisation des Armées.

DE QUOI S'AGIT-IL ?

Face à ces constats, il importait, à l'époque, de lancer une première expérience qui associerait, sur le terrain et dans un contexte approprié de « gestion de sortie de crise », l'expérience des militaires et l'expertise du monde civil en intégrant des réservistes spécialistes des logiques de reconstruction et d'aménagement du territoire. À cet effet, le CEMA rédigea, au printemps 1994, l'orientation suivante : « Les Affaires civiles recouvrent l'ensemble des actions particulières menées par les forces Armées en temps de guerre ou en temps de crise pour préserver ou être en mesure de reconstruire les structures économiques, administratives et culturelles d'un pays. »

À l'instar de ce qui est pratiqué par les autres états-majors alliés, il fut demandé au Commandement des opérations spéciales, en mars 1994, d'assumer cette mission. Le choix de ce commandement était dicté par la présence en son sein de plusieurs officiers qui avaient déjà réfléchi à ce nouveau concept, au caractère non conventionnel de ces opérations et au niveau de réactivité qu'il fallait mettre en œuvre. Pour les mêmes raisons, les Américains ont confié ce

type de mission à leur *Special Operations Command*. Par ailleurs, compte tenu de l'enjeu stratégique de ce type d'opération, le rattachement de ce commandement au CEMA et sa proximité sur le terrain avec les commandants de théâtre lui donnaient des capacités que les commandements classiques n'avaient pas à l'époque. Le COS eut à monter en puissance ce nouveau concept sur Sarajevo, à la suite du vote de la résolution 900 de l'ONU relatif au processus de reconstruction de la capitale bosniaque. Dès le mois d'avril, de nombreuses équipes de réservistes encadrées par des officiers du COS furent projetées sur ce terrain de l'ex-Yougoslavie. Ce théâtre a constitué un véritable laboratoire qui a permis d'évaluer la dimension stratégique des ACM. Dans ce contexte, le COS a eu à tester tous les cas de figure d'emploi au profit des forces françaises que ce soit dans le cadre de l'ONU, puis de l'OTAN avec l'interférence de plus en plus importante des opérateurs multilatéraux que sont la Banque mondiale, l'Union européenne, ou non gouvernementaux avec les ONG. Ces différentes expériences menées par le COS sur le terrain entre 1994 et 2000 ont permis d'affiner les doctrines et de contribuer à faire évoluer ce nouveau concept au sein des forces Armées.

Désormais, une nouvelle répartition des rôles vient d'être définie au printemps 2001 entre ce qui est du ressort du COS et ce qui doit être assumé par les forces. En l'occurrence, les experts du COS continuent, à la demande et au profit du CEMA, de conseiller le gouvernement dans la gestion des crises ; ce que l'on appelle désormais des « expertises initiales de théâtre ». Ces audits doivent permettre d'identifier très rapidement les domaines clés (infrastructure, réseaux de vie, communication, humanitaire, critères socio-politiques...) qu'il convient de traiter en priorité pour contribuer à abaisser le niveau de crise, tout en renforçant la position française soit directement dans le pays, soit au sein de la coalition engagée à cet effet (cf. l'OTAN au Kosovo). Derrière ces audits, les nouvelles structures ACM, non plus gérées et encadrées par le COS comme entre 1994 et 2000 mais au niveau de l'état-major des Armées par le GIACM (Groupement Interarmées d'Actions Civilo-Militaires), prennent en compte sur le terrain les missions lourdes, mobilisent les réservistes spécialistes, qui vont mettre en œuvre les domaines d'action retenus, et contribuent à faciliter l'insertion des forces sur le théâtre des opérations.

Au-delà, les débats de doctrine qui ont permis de faire évoluer la maturité de ce nouveau concept, le COS a surtout innové dans les modes d'action et de gestion des compétences sur le terrain en mixant les équipes avec des professionnels des unités du COS (1^{er} RPIMa, Commandos-marine, CPA 10...), des spécialistes comme ceux du génie, des transmissions, et des experts réservistes de haut niveau. Par ailleurs, il a été créé au cours de ces sept années d'expérimentation un vivier d'experts sélectionnés pour leur aptitude à servir en opérations extérieures, en situation civilo-militaire, franco-allié, multiculturelle, bilatérale ou multilatérale et en situation dégradée. Ces experts réservistes sont employés sur le terrain pour participer à la maîtrise des situations, par l'utilisation de moyens essentiellement non militaires. Au même titre que les unités professionnelles, ces réservistes constituent un fer de lance motivé par l'emploi stratégique de leur expertise civile au profit des intérêts français.

LES BALKANS : UN LABORATOIRE

Depuis 1994, plusieurs opérations ACM ont été menées sur le plan international (Haïti, Rwanda...). Mais l'essentiel des missions a été concentré sur le théâtre de l'ex-Yougoslavie avec la succession d'événements qui ont affecté cette région depuis une décennie. Ce fut un véritable laboratoire dont il est difficile de décrire le niveau de complexité. La plupart des zones de conflit où le COS a eu à intervenir se trouvaient à l'interface des grandes confrontations entre les paradigmes culturels des mondes slaves – orthodoxes/musulmans et judéo-chrétiens. Outre la violence des affrontements locaux qu'il fallait savoir traiter, ces conflits avaient des conséquences sur le plan régional et sur la stabilité européenne qu'il fallait en permanence intégrer pour chaque action envisagée. Il était impossible par exemple de penser la réhabilitation des réseaux de vie sur Sarajevo comme sur le Kosovo, sans prendre en compte le maillage des réseaux existants à l'époque de Tito. Ce maillage était bien entendu de nature physique avec les interconnexions classiques des réseaux de gaz, d'eau, d'électricité, de transport ferroviaire et

d'espace aérien. Il pouvait être aussi financier avec le problème de la répartition du règlement de la dette yougoslave lorsque les différentes provinces se sont transformées en pays souverain (cf. la Croatie, la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine...). Il était surtout de nature humaine avec des états-majors d'entreprise ou d'administration qui étaient hier d'ordre multiculturel et qui se sont refermés après les événements sur des logiques quasiment ethniques, voire claniques générant des blocages et des pertes en ligne de compétences et d'expériences considérables.

Tous ces éléments devaient systématiquement être traités par les équipes de réservistes du COS en intégrant les solutions à trouver immédiatement sur le plan local pour débloquer les situations, les interfaces à gérer sur le plan régional avec les pays voisins, mais aussi les enjeux sur l'ensemble du terrain européen voire pour les partenaires du monde arabe qui étaient concernés. Ces trois cercles, qui sont toujours d'actualité avec les événements en Macédoine, posent en permanence le problème de la complexité des jeux d'acteurs, des mandats, des ressources et des enjeux pour les uns et les autres. Les officiers qui assument depuis 1994 ces audits sur le terrain doivent être à l'aise avec ces grilles d'analyse et doivent être capables de mesurer l'impact global des initiatives qui sont proposées aux décideurs et aux opérateurs, tant civils que militaires, sur le terrain. En effet, agir sur tel ou tel dispositif ou vis-à-vis de telle ou telle communauté à des conséquences souvent graves qu'il faut être capable d'assumer en termes de responsabilité dans le temps, compte tenu de la sensibilité et parfois de la réversibilité des événements.

Pour bien comprendre ce qui a été demandé aux experts ACM et ce qui a été assumé par le COS notamment en Bosnie, il faut distinguer les types d'interventions qui ont été menées sur le terrain selon les circonstances. Elles furent de trois types et seule la première est désormais du ressort du COS :

Phase 1 : des audits au cœur des événements pour contribuer au processus d'ingénierie de sortie de crise dès que le commandant de théâtre et le CEMA estiment que la situation va dans ce sens. Ces missions sont délicates en terme de sécurité car elles se situent en pleine crise ou en contexte de guerre.

Phase 2 : du conseil et de l'assistance aux structures étatiques et aux organisations internationales sur les schémas de reconstruction dans la phase délicate qui se situe entre la crise et le début d'un retour à une vie normale. Les actions menées dans cette phase sont essentielles car elles structurent sur le moyen terme le type d'influence qui sera développé sur la région.

Phase 3 : la supervision des opérations de reconstruction et les opérations de communication qui s'imposent auprès des populations derrière les accords de paix et dans la phase de restauration de la vie collective. Ces opérations permettent d'accélérer la sortie de crise.

Les experts du COS, au cours de toutes ces opérations qui ont été menées dans les Balkans entre 1994 et 1999, ont assumé tout ou partie de ces phases et se sont retirés du terrain dès que les opérateurs ont pu devenir autonomes. Pour la Bosnie, la gestion des événements a imposé une présence longue (1994-2000) compte tenu de la difficulté de faire émerger un processus sain et durable en terme d'économie politique, le COS a eu à assumer les trois phases. Par contre, sur le Kosovo et la Macédoine, le COS n'a eu à prendre en compte que la phase 1. Les opérations ayant été plus ciblées et plus rapides, elles ont permis, pour l'année 1999, aux opérateurs civils de prendre très vite en main et directement les dynamiques de reconstruction politique et économique sur le terrain. Cette gestion de l'espace-temps est fondamentale car elle conditionne les types de compétences qu'il a fallu aligner et les types d'interventions qu'il a fallu assumer soit en coup de poing sur quelques semaines, soit, comme c'était le cas auparavant, sous la forme d'une présence affirmée mais subtile de plusieurs mois à plusieurs années (exemple de Sarajevo). L'expérience a démontré qu'il n'y a pas de recettes et que chaque situation reste singulière. Tout cela se fait avec en amont et sur place une multiplicité de circuits de décision qui n'ont rien à voir avec une chaîne de commandement classique de type militaire ou administrative. La gestion des sorties de crise suppose en effet une organisation spécifique avec

beaucoup de transversalité dans la communication des informations et un décloisonnement des organisations. En France, il a fallu, à plusieurs reprises, mobiliser dans ce sens tous les circuits de décision gouvernementaux et administratifs pour prendre en compte les évaluations faites par les experts du COS et relayer les informations vers les opérateurs civils publics et privés concernés.

Cette machine de guerre, après avoir été confiée à des comités ou des missions interministérielles, est aujourd'hui animée par le SGDN qui a en charge pour le compte du Premier ministre la coordination interministérielle de la gestion des sorties de crise. Il est secondé dans sa mission par les deux piliers que constituent l'AFD (Agence Française de Développement) pour la partie maîtrise d'ouvrage financière (qui constitue l'arme stratégique et non militaire des ACM sur le terrain), et le ministère des Affaires étrangères pour la partie diplomatique et humanitaire (qui est essentielle face à la multiplicité des mandats et des acteurs non gouvernementaux). De même, sur le terrain, les experts ont dû fonctionner en tenant compte des plates-formes décisionnelles multinationales qui sont projetées très rapidement sur la zone à traiter et qui intègrent le commandement des forces (cf. l'exemple de la KFOR sur le Kosovo). Outre la complexité de ce type d'intervention il faut s'attarder sur la dimension « spéciale » de ces expertises. Il est clair qu'elles supposent des « têtes bien pleines » pour traiter toutes les contraintes décisionnelles, techniques, sociologiques qui ont été évoquées précédemment. Mais il faut surtout des experts solides sur le plan de la résistance au stress car la plupart de ces missions se déroulent en état de guerre. Pour autant, il ne leur est pas demandé de conduire des actions Commandos conformément à ce que l'on peut imaginer d'une compétence « force spéciale ». De façon paradoxale, il leur est demandé, au contraire, de travailler sur d'autres registres qui sont non militaires. La vitesse d'acquisition et de traitement de l'information, de discrimination des actions à mener, la capacité de négociation et de communication avec les populations et l'aptitude à travailler en petites équipes pluridisciplinaires sont essentielles dans ce type de mission. Seul le COS a, jusqu'à présent, eu les moyens, l'état d'esprit et les officiers pour encadrer ce type de prestation avec la souplesse, la capacité de réaction et d'autonomie qui sont requises surtout quand on utilise des compétences civiles qui sont habituées, par ailleurs, à travailler avec une forte capacité d'initiative.

En 1999, ces opérations ont été menées en quelques semaines et ont permis de répondre à la fois à la gestion des opérations urgentes qui concernaient les mouvements de population sur l'Albanie et la Macédoine, et la structuration des opérations de reconstruction sur le Kosovo. La maîtrise de la vitesse et la qualité des audits ont été à l'origine des succès qu'ont connus les équipes du COS et qui ont été reconnus au plus haut niveau en France.

L'EXPÉRIENCE DU TERRAIN DE L'EX-YOUGOSLAVIE

Le COS a rempli sur le terrain des conflits de l'ex-Yougoslavie toutes les formes de prestations possibles à mettre en œuvre, en terme d'opérations civilo-militaires avec toutes les formes de mandats internationaux :

- En 1994 à Sarajevo dans le cadre de la résolution 900 de l'ONU avec l'UNPROFOR.
- En 1995 et 1996 sur Mostar et les ports de Ploce et Dubrovnik, dans le cadre du premier mandat européen de la PSCE (Politique de Sécurité Collective Européenne) puis dans le cadre du déploiement de la FRR (Force de Réaction Rapide franco-britannique) après la conférence de Londres.
- En 1997 et 1998 sur l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine dans le cadre du mandat de l'OTAN (SFOR) et des accords de Dayton.
- En 1999 et 2000 sur les théâtres de l'Albanie, de la Macédoine et du Kosovo dans un cadre OTAN (KFOR) et de la résolution 1244 de l'ONU.

Pour chaque opération, les officiers qui ont été mobilisés ont obtenu des résultats très significatifs et méconnus du grand public. Ils ont souvent contribué à neutraliser des sources de conflits et à éviter aux forces en place des dégradations de situation qui étaient difficiles à maîtriser par la voie des armes, surtout dans le cadre des mandats fixés par l'ONU. Le premier audit pour le CEMA, conduit en mars 1994, a permis d'identifier trois actions majeures qui devaient être menées par les experts ACM pour accélérer la sortie de crise et renforcer la présence française, sur le moyen terme, en Bosnie :

- « Remettre de la vie » sur Sarajevo en rétablissant rapidement les réseaux d'électricité, d'eau, de gaz et le fonctionnement de l'aéroport.
- Rouvrir l'axe ferroviaire Sarajevo-Mostar-Ploce pour limiter l'emprise des mafias locales, qui dénaturaient l'aide humanitaire, et accélérer le désenclavement de la capitale bosniaque.
- Remettre en route le port multimodal de Ploce sur l'Adriatique et favoriser les échanges entre la Croatie et la Bosnie en utilisant les termes des accords de Washington (mise en place d'une zone franche sur le port de Ploce).

Les premières opérations furent lancées en avril 1994 derrière la résolution 900 de l'ONU et l'arrivée des premiers détachements des « *Civil Affairs* » anglo-saxons. Les intentions de ces derniers étaient de reproduire le même processus que dans le Golfe en ignorant les Français pourtant très présents sur place. Grâce à une forte implication du ministre de la Défense de l'époque, François Léotard, de son cabinet, et du commandement français présent sur la zone avec le général Soubirou en sa qualité de COMSECTOR, le premier déploiement de réservistes spécialisés dans ce type d'opérations fut un succès. Très rapidement, à la grande surprise de la commission américano-britannique qui essayait d'isoler les opérations, le détachement français a procédé à l'état des lieux, à l'évaluation des dégâts et à la formulation d'un plan d'action détaillé qui a été repris intégralement par l'ambassadeur Eagleton, commissaire à la reconstruction de Sarajevo, à la conférence des donateurs qui s'est tenue à Vienne en mai 1994.

Cette première phase d'audit a été un véritable succès sur le terrain et a été ressenti comme tel par les milieux civils qui avaient été mobilisés en amont pour appuyer les actions menées par les réservistes. Les premiers résultats obtenus sur l'année 1994 furent significatifs : réouverture de l'aéroport de Sarajevo ; remise en route des réseaux d'eau, de gaz, de télécoms et surtout d'électricité avec le concours d'EDF, de SOGEA, d'Alcatel, des éléments du génie et des transmissions ; montée en puissance d'un bureau d'étude « d'urbanisme » pour refaire la cartographie de la ville et le schéma directeur des réseaux de vie ; mise en place d'une assistance du SAMU français auprès des responsables des hôpitaux ; relance de la distribution et du commerce local pour contribuer à marginaliser les trafics sur les produits de première nécessité ; conseil auprès du gouvernement bosniaque et du gouverneur de la banque centrale pour créer les bases d'une administration fiscale et d'un budget.

Avec la reprise sur le terrain des affrontements en 1995 et 1996, les opérations ACM connurent de nouveaux développements. Sur Sarajevo, les actions de rétablissement des réseaux de vie et le renforcement des actions économiques et culturelles (création d'une CCI franco-bosniaque, soutien au centre culturel André-Malraux, jumelage d'universités...) furent poursuivies malgré les combats. L'aéroport a été en permanence ouvert, les opérations vis-à-vis des populations furent maintenues malgré la pression des protagonistes (remise en route du tramway, gestion des ordures, ouvertures de dispensaires et d'écoles...) et la confusion qui régnait dans l'exercice des mandats internationaux sur cette zone. Les vraies difficultés furent concentrées sur la réouverture de l'axe ferroviaire Sarajevo-Ploce et sur la remise en route du port de Ploce qui constituaient des projets lourds et très sensibles pour les décideurs locaux. Le COS eut à ouvrir deux missions supplémentaires pour assumer cette orientation du CEMA. La première fut localisée sur Mostar, la seconde sur Ploce. Des officiers de réserve spécialistes contribuèrent, aux côtés de l'Union européenne, à débloquer des situations locales. C'est ainsi que plusieurs opérateurs français sont intervenus de façon significative sur Mostar (Pechiney, Renault, BRGM, etc.) et que le port de Ploce a été rouvert au trafic maritime en 1996. Par le biais de

cette opération la Croatie a adopté, avec le conseil de la SOFREMER, le droit maritime français pour la gestion de ses ports et de la côte Dalmate. Grâce à ces actions déterminantes, les Affaires civiles du COS ont permis :

- d'aider la Force de réaction rapide franco-britannique commandée par le général Soubirou, lorsqu'elle s'est déployée en Bosnie à la suite de la conférence de Londres. L'action des spécialistes du COS lui a permis de débarquer à Ploce et de suivre sans incident l'itinéraire pour atteindre la région de Tonislavgrad ;
- de disposer d'un excellent contact relationnel et une connaissance très fine des jeux d'acteurs sur l'axe confié aux Français, ce qui était d'importance stratégique notamment en cas d'évacuation du contingent en place sur Sarajevo ;
- de contribuer à débloquer la situation sur Mostar qui constituait un nœud « maffieux », très sensible en terme de sûreté pour les forces françaises.

Avec les accords de Dayton, les ACM ont perduré sur le terrain avec des actions plus décentralisées sur l'ensemble de la Bosnie (Banja Luka, Tuzla, Gorazde). Elles devinrent plus complexes sur le plan opérationnel avec l'arrivée des CIMIC américains et du dispositif de l'OTAN. L'objectif assigné aux officiers du COS fut à la fois de s'intégrer dans les modes d'organisation anglo-saxons qui prévalaient et de rendre autonome l'ensemble des initiatives qui ont été développées au cours des dernières années, en faisant en sorte que la diplomatie et les opérateurs civils prennent le relais sur le terrain.

Au terme de ces quelques années d'opérations, les résultats sont significatifs. Ils ont été particulièrement étudiés et valorisés avec des travaux et des conférences organisés par l'IHEDN, la FED et le Forum du Futur au cours de ces cinq dernières années. Les quelques échecs rencontrés et parfois relayés par les médias (rénovation de l'aéroport de Sarajevo, réhabilitation de la voie ferrée) ont été essentiellement le fait de dysfonctionnements au niveau des opérateurs publics qui n'ont pas pu avoir la même réactivité que les officiers ACM et les opérateurs civils présents sur le terrain compte tenu des procédures administratives en cours en France. Mais ces difficultés ont été surmontées lors des opérations qui ont été menées sur la Macédoine et le Kosovo. Avec les événements de l'hiver 1999 sur le plan humanitaire et les opérations lancées par l'OTAN au printemps sur le Kosovo et la Serbie, le dispositif du COS a été de nouveau mobilisé par le CEMA. Il a bénéficié, en amont, d'une mise en alerte, dès le mois d'avril, de tous les réseaux civils grâce aux excellentes relations nouées par les officiers de réserve et l'ensemble des opérateurs concernés par la gestion des sorties de crise, ce qui a permis de réaliser des audits très ciblés sur le terrain en juin (Macédoine) et en juillet (Kosovo). Ces opérations ont abouti aux résultats connus et largement valorisés par la presse. Ils ont permis, par exemple, à l'équipe de monsieur Fauroux, en charge de la mission interministérielle pour l'Europe du Sud-Est auprès du Premier ministre, d'avoir tous les éléments discriminants à son arrivée en juillet, pour soutenir l'action française dans les cadres multilatéraux et onusien qui prédominaient au cours de l'été 1999 dans les Balkans. Grâce à ces opérations et aux enseignements du contexte bosniaque, les réservistes du COS ont permis aux forces Armées de conforter leur mission de sécurisation des zones sous leur responsabilité mais aussi aux opérateurs français de s'installer de façon significative au cours de l'hiver 1999-2000 sur la reconstruction du Kosovo et des autres pays de la région¹. À la suite de ces opérations, des réflexions sur le management des ACM aboutirent à des réorganisations qui virent le jour au printemps 2001 avec la création d'un GIACM (Groupement Interarmées d'Actions Civilo-Militaires) dépendant de l'EMA. Désormais, le COS ne garde que l'expertise initiale de théâtre en matière d'affaires civiles et laisse au nouveau groupement le management des opérations lourdes d'ACM qu'il assumait depuis 1994 sur l'ex-Yougoslavie. Cette nouvelle organisation avait fait l'objet d'un test sur le Kosovo avec le CFAT. Elle s'avérait nécessaire pour structurer

¹ *Le Figaro*, en date du 9 juillet 2001, évalue à près de 35 % la présence française dans les marchés de la reconstruction du Kosovo suite aux opérations civilo-militaires de l'été 1999.

la montée en puissance de ce concept dans la perspective de conflits plus importants, et sortir du stade du prototype qui a été évalué dans les Balkans par le COS avec des situations qui restent atypiques comme la Bosnie ou le Kosovo.

BILAN

Le Commandement des opérations spéciales a rempli avec succès la mission qui lui avait été confiée en 1994 par l'amiral Lanxade, et ce malgré les contraintes opérationnelles rencontrées sur le terrain et les débats qui sévissaient au sein des états-majors autour de l'opportunité et de la maturité de ce nouveau concept. Il faut reconnaître que l'exercice n'était pas aisé et que la célèbre formule de René Char « penser de façon stratégique et agir de façon primitive » résume bien les paradoxes qu'il fallait souvent assumer au quotidien autour de cette mission. Il fallait en effet, d'un côté, faire admettre l'importance de ce nouveau concept civilo-militaire dans les esprits de nos décideurs à Paris, et, de l'autre, à deux heures d'avion, trouver les solutions basiques qui s'imposaient sur le terrain à Sarajevo ou à Mitrovica.

Un nouveau concept qui associe des réservistes issus du monde civil, au moment où l'on prononce la fin du Service national et la professionnalisation des Armées, le tout sous le commandement des opérations spéciales, relevait à l'époque de la gageure. Et pourtant l'idée a fait son chemin grâce aux succès enregistrés sur le plan opérationnel et en dépit des difficultés de tout genre qu'il a fallu surmonter. Il ne faut pas oublier, dans ce tour d'horizon la mobilisation exceptionnelle du monde civil qui a adhéré immédiatement à la vision stratégique de l'amiral Lanxade et de son état-major en 1994. Cette dynamique est aussi le résultat de la ténacité de quelques officiers dont le général Saleün qui porta ce dossier pendant six ans, créant autour de lui une cohésion exceptionnelle entre les professionnels du COS et ses réservistes. Elle fut particulièrement saluée par les commandants de théâtre lors des événements sur le Kosovo en 1999.

Sarajevo, réhabilitation de la voie ferrée... ont été essentiellement le fait de dysfonctionnements au niveau des opérateurs publics qui n'ont pas pu avoir la même réactivité que les officiers ACM et les opérateurs civils présents sur le terrain compte tenu des procédures administratives en cours en France. Mais ces difficultés ont été surmontées lors des opérations qui ont été menées sur la Macédoine et le Kosovo. Mais, si les équipes du COS ont été à la hauteur des missions qui lui ont été confiées, la performance du système de gestion de sortie de crise n'en est qu'à ses balbutiements en France. Nous ne sommes pas encore arrivés au même niveau que les organisations anglo-saxonnes pour des raisons essentiellement culturelles, le décloisonnement entre les mondes civil et public n'étant pas aussi simple qu'on peut l'imaginer en France. À ce niveau, il faut être conscient que la performance future de ce nouveau concept et de la nouvelle organisation des ACM dépendra des types d'animation amont et aval qui seront mis en œuvre au niveau politique, administratif et financier. Les concepts des « CIMIC » ou des « *Civil Affairs* » bénéficient, pour leur part, d'une véritable animation et d'un encadrement politique au plus haut niveau. Ils constituent aujourd'hui des outils performants au service de ces stratégies globales de gestion d'influence qui permettent aux Anglo-Saxons de dominer de plus en plus les logiques politiques, économiques et culturelles de l'après-crise. Ce fut notamment le cas pour les intérêts américains ou britanniques sur l'ensemble de la péninsule arabe et, par la suite, sur la globalité du Moyen-Orient aux lendemains de la guerre du Golfe. Il en est de même sur l'ex-Yougoslavie depuis l'application des accords de Dayton et avec l'emploi de l'OTAN sur la Serbie. Les modes d'action développés sont sans ambiguïté et sont désormais considérés pour eux comme prioritaires face aux nouvelles contraintes géostratégiques que l'Occident a à assumer en terme de sécurité collective. Des réflexions du même ordre sont conduites actuellement au sein de l'Union européenne à la suite des opérations menées au Kosovo.

Pour les états-majors, à la suite de ces expériences, il est devenu impératif de gérer les crises différemment. Les problèmes qui sont liés au développement des conflits sont devenus

aujourd'hui extrêmement complexes ne serait-ce que par l'imbrication de très nombreux facteurs économiques, médiatiques, humanitaires qui n'ont plus rien à voir avec les types de conflit « guerres totales » qu'a connus le XX^e siècle. Par ailleurs, il n'est plus possible de raisonner avec la simple politique de la canonnière, voire avec la vision de Lyautey et ce quelle que soit la vertu de l'approche. En effet, les contextes socio-économiques, les contraintes démographiques et urbaines ne sont plus comparables avec les modes d'action de l'époque coloniale. Les environnements ne sont plus les mêmes et les rapports de force se révèlent très différents, sans compter le poids des opinions publiques et l'impact des médias qui sont devenus déterminants. Toutes ces ruptures dans la gestion des conflits supposent une prise de conscience au niveau de nos décideurs et une nouvelle maturité dans la gestion des crises. Dans ce contexte les « affaires civilo-militaires » ont acquis, en quelques années, la dimension d'une véritable arme stratégique. Elles contribuent à la dissuasion en permettant au commandement militaire et à la diplomatie française de rendre plus rapidement réversible un conflit et de ne pas s'enfermer dans une crise. Au-delà des légendes qui se créent toujours quand les succès sanctionnent des années de travail sur le terrain, le COS a réussi à démontrer que la guerre peut se gagner autrement et que la démonstration de la force, même si elle est nécessaire, n'est plus suffisante aujourd'hui. Mettre de « l'intelligence » dans le rapport de force et sortir rapidement d'une crise en utilisant des moyens non militaires est devenu un véritable enjeu pour nos Armées et notre diplomatie. Au-delà des conflits de chapelle et des querelles de doctrine, les méthodologies utilisées pour arriver à de vrais résultats dans ce domaine restent « spécifiques ». Ces missions ont fait appel à un niveau d'excellence et de qualité que seules ces petites unités de spécialistes composées de professionnels et de réservistes connaissent, grâce aux entraînements et aux opérations qu'ils ont menés ensemble sur le terrain. Ces unités d'élite savent que leurs missions ne connaîtront jamais l'éclat des grandes opérations de guerre que l'on peut attribuer classiquement aux unités des « forces spéciales ». Ils savent par contre que, s'ils réussissent, il leur sera accordé discrètement la reconnaissance que l'on attribue aux opérations qui ont permis d'éviter une guerre ou de sortir plus rapidement d'une crise.